

Alerte à l'action : Protégeons les réseaux publics d'aqueduc et d'égout contre une nouvelle menace de privatisation

La Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) du gouvernement fédéral cherche à privatiser les réseaux d'aqueduc et d'égout. Les membres du SCFP devraient être à l'affût de signes de privatisation dans leur communauté et prêts à défendre l'eau publique.

La porte à la privatisation de l'eau est ouverte

La BIC se sert d'un partenariat public-privé (PPP) dans la petite localité ontarienne de Mapleton Township comme test. Elle et d'autres promoteurs des PPP utilisent déjà ce cas comme modèle pour étendre la privatisation à travers le pays, même si aucun accord n'a été signé. Les municipalités et les communautés autochtones qui doivent moderniser le traitement de l'eau potable et des eaux usées sont vulnérables à l'argumentaire de privatisation de la BIC.

La Banque de l'infrastructure du Canada utilise des fonds publics pour subventionner les coûts d'emprunt des compagnies qui tentent de décrocher le contrat de 20 ans pour la conception, la construction, le financement, l'exploitation et l'entretien des installations existantes et nouvelles de Mapleton. Le canton sera propriétaire de l'infrastructure et fixera les tarifs d'eau. Cependant, le public y perdra en contrôle, en responsabilité, en transparence et en qualité des services. Les services d'eau et d'assainissement sont des droits de la personne. Ils devraient être contrôlés par la population et fournis sans but lucratif.

Au Canada, on ne compte qu'une poignée de PPP municipaux en services d'aqueduc et d'égout consistant en contrats d'exploitation et d'entretien à long terme. Et, à ce jour, on n'a pas encore fait appel au PPP pour de petits projets. La nouvelle infrastructure de Mapleton devrait coûter entre 15 et 30 millions de dollars.

En général, la valeur des projets dans lesquels interviennent des PPP est d'au moins 100 millions de dollars, car le PPP est extrêmement coûteux à mettre en place; les petits projets ne sont tout simplement pas assez profitables. C'est ce qui protégeait les petits systèmes d'aqueduc et d'égout de la privatisation, jusqu'à présent.¹ Or, la subvention qu'offre la BIC aux entreprises a généré de l'intérêt pour Mapleton. Six groupes d'entreprises ont reçu l'autorisation de présenter une soumission.

Les communautés autochtones sont ciblées

La BIC encourage aussi la privatisation des services d'eau dans les communautés autochtones. Il s'agit d'une stratégie terriblement néfaste, compte tenu des blessures laissées par la colonisation. Historiquement, le Canada a sous-financé les infrastructures et les services destinés aux peuples autochtones. Cette négligence chronique a créé une injustice et une crise dans les communautés autochtones, notamment en refusant à bon nombre d'entre elles l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le gouvernement fédéral n'est même pas en voie de tenir sa promesse de mettre fin aux avis d'ébullition de l'eau dans les collectivités autochtones d'ici mars 2021.

Le SCFP continuera d'appeler le gouvernement fédéral à nouer des relations respectueuses de nation à nation avec les peuples autochtones et à fournir le financement à long terme nécessaire pour la construction et l'exploitation des infrastructures d'aqueduc et d'égout, ainsi que des autres services et infrastructures sous contrôle autochtone.

Les dangers de la privatisation de l'eau

La privatisation de l'eau et des eaux usées par le biais des PPP pose de nombreux problèmes bien documentés.

La perte de reddition de comptes et de contrôle :

Les citoyens et leurs élus perdent le contrôle d'un service public important. Les sociétés des eaux rendent des comptes à leurs actionnaires, et non pas à la population.

La perte de transparence : Les projets en PPP sont entourés du plus grand secret, ce qui rend difficile l'accès aux détails des contrats d'entretien ou à l'utilisation des fonds publics. Le secret est encore plus opaque à la Banque de l'infrastructure du Canada. En effet, la loi exclut des règles de divulgation les informations provenant de sociétés ou d'investisseurs qui font la promotion de projets de privatisation.

Les coûts élevés : Bien que, dans le cadre du PPP proposé, Mapleton continuera de fixer les tarifs d'eau, les sociétés « gagnantes » feront probablement pression sur le canton pour qu'il augmente les tarifs. Ces sociétés veulent faire de l'argent. Beaucoup d'argent.

Les problèmes de service : Une entreprise peut avoir tendance à tourner les coins ronds pour accroître ses profits. Cela pourrait se traduire par une baisse de la qualité du service. En 2004, la ville de Hamilton-Wentworth a mis fin à un PPP d'aqueduc et d'égout après le déversement de millions de litres d'eaux usées brutes dans le port de Hamilton (plusieurs maisons inondées, d'importants coûts supplémentaires).

Les travailleurs pâtissent : Un PPP peut se traduire par l'élimination de postes et la création d'emplois de piètre qualité afin de maximiser les profits. Depuis que l'installation de traitement des eaux usées en PPP de Regina a transféré ses activités à l'entrepreneur privé EPCOR, les effectifs ont diminué et la charge de travail des employés a augmenté.ⁱⁱ

Cela va à l'encontre de l'intérêt public : La BIC est censée soutenir des projets d'infrastructure d'intérêt public. Pourtant, des documents internes soulignent le problème que représente la « résistance populaire » à la privatisation de l'eau.ⁱⁱⁱ Pourquoi la Banque poursuit-elle de tels projets si elle admet que la population n'embarque pas ?

L'objectif de privatisation de la banque : La BIC a été créée pour privatiser. Le gouvernement libéral lui a donné naissance en 2017 pour attirer les investissements de sociétés privées dans les infrastructures publiques. On parle ici, au minimum, de la privatisation du financement des infrastructures publiques, mais la BIC s'arrête rarement là.

Cet objectif de privatisation va à l'encontre de la tendance des municipalités à ramener les services d'aqueduc et d'égout à l'interne ou à rejeter la privatisation. En 2011, les électeurs d'Abbotsford, en Colombie-Britannique, ont rejeté un PPP d'eau potable; en 2016, les électeurs de Comox Comox Valley, en Colombie-Britannique, ont dit non à un PPP d'eaux usées. D'autres collectivités ont ramené leurs services d'eau à l'interne : Port Hardy et White Rock, en Colombie-Britannique; Banff, Okotoks et Taber, en Alberta. Les municipalités qui ont besoin de renouveler et d'agrandir leurs réseaux d'eau ont accès à des solutions de rechange publiques.

Agissez contre la privatisation de l'eau

Les membres du SCFP peuvent défendre les réseaux publics d'aqueduc et d'égout :

- Dotez votre section locale d'un comité de surveillance de l'eau pour protéger l'eau publique; invitez des alliés de la région à se joindre à vous.
- Informez-vous sur les signes avant-coureurs de la privatisation au scfp.ca/stoppons-privatisation
- Renforcez les articles de votre convention collective sur la privatisation et la sous-traitance.
- Contactez votre maire et les membres de votre conseil municipal pour leur exprimer votre opposition à la privatisation de l'eau.
- Restez au fait du dossier de la privatisation de l'eau au scfp.ca/pas-a-vendre

Mars 2020

ⁱPPP Canada (janvier 2013) Étude du secteur de l'eau et des eaux usées.

ⁱⁱSCFP (2 décembre 2019) Le SCFP 7667 vote contre la dernière offre de l'employeur. <https://scfp.ca/le-scfp-7667-vote-contre-la-derniere-offre-de-lemployeur>.

ⁱⁱⁱBanque de l'infrastructure du Canada (9 août 2019) Demande d'accès à l'information A-2020-005.